

plus de 150 millions par année, en un moment où se fait sentir un besoin urgent d'hommes pour renforcer les rangs de l'armée de l'agriculture et de l'industrie."

Je tiens à dire, en terminant que notre pays offre des perspectives tout à fait exceptionnelles. On pourrait lui appliquer ces paroles bibliques: "Un pays où tu ne mangeras pas ton pain avec insuffisance, où tu ne manqueras de rien; un pays dont les pierres sont du fer, et des montagnes duquel tu tailleras l'airain". Un riche patrimoine est dévolu à tous les Canadiens mais, avant d'en jouir, nous devons nous en montrer dignes. Nous devons résister aux cajoleries des démagogues qui nous invitent à trahir nos ancêtres et à prendre des biens sans donner rien en retour. Tout en développant nos facultés individuelles, nous devons nous soustraire à la malédiction lancée contre Caïn qui demandait: "Suis-je le gardien de mon frère?" Nous devons reconnaître que nous avons individuellement et collectivement l'obligation de veiller au bien-être de nos semblables. Le malheur, dans le cas de ceux qui se laissent séduire par les perspectives si éloquemment décrites par les honorables députés qui siègent à ma gauche, c'est qu'ils espèrent se dégager de leur responsabilité personnelle, et s'abandonner en toute sérénité à la responsabilité collective. Ainsi que tout le monde peut s'en rendre compte, cela signifie l'abandon de toute responsabilité et l'acceptation passive de la dictature.

Les plus forts, les plus méritoires et les meilleurs de nos citoyens subissent aujourd'hui les rigueurs de la guerre, éloignés des influences salutaires du foyer. Si nous avons foi en notre destinée, il nous incombe d'avoir confiance en eux. Devrons-nous constituer pour eux un Etat tutélaire où ceux qui revendiqueront des droits exempts de responsabilité pourront s'en remettre entièrement à l'initiative des autres? Nos fils ne sont ni des serfs, ni des êtres dépourvus d'espoir, d'élan créateur ou de discernement.

L'ingéniosité et l'élan créateur de l'individu, qui protègent notre liberté contre les bandits et les dictateurs en dehors du pays, devront continuer à modeler la société humaine au sein de la nation. La liberté individuelle et la liberté politique doivent aller de pair. L'une ne saurait survivre sans l'autre. Notre sécurité future et les libertés diverses que chacun de nous désire ne sauraient être assurées par les mesures improvisées, les directives hésitantes, et les réformes timides qui caractérisent ceux qui siègent à votre droite, monsieur l'Orateur, ni par la révolution malavisée que prêchent ceux qui siègent à ma gauche, et qui voudraient s'arroger le pouvoir de décider ce qui

[L'hon. M. Rowe.]

convient et ce qui ne convient pas aux citoyens canadiens.

L'avenir de nos citoyens et leur prospérité économique seront assurés dans la mesure où l'esprit d'initiative qui est inné en eux trouvera l'occasion de se manifester par des actes créateurs selon un programme de réformes progressives et rationnelles comme celui qu'a clairement exposé le parti auquel j'ai l'honneur d'appartenir.

M. M. J. COLDWELL: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas, comme le porte-parole officiel de l'opposition, le privilège de parler aussi longtemps que je le désire. Par conséquent, je devrai de toute nécessité m'attaquer uniquement aux problèmes qui découlent du budget lui-même. Nous aurons d'autres occasions de revenir sur les questions de santé publique et d'alimentation auxquelles le représentant officiel de l'opposition a fait allusion, de même que sur les allocations familiales et autres mesures de bien-être social.

Les remarques du porte-parole officiel de la gauche, principalement celles qu'ils a faites au sujet de la main-d'œuvre, m'ont intéressé. Je me disais qu'il approuverait sans doute la déclaration récente du président national du parti conservateur progressiste, M. McTague. Je me suis demandé à l'époque pour quelle raison cette déclaration avait été faite hors de la Chambre et par quelqu'un d'autre que le chef même de ce parti, c'est-à-dire par M. Bracken, qui, si je ne me trompe, était présent lorsque les observations dont je parle ont été formulées.

Or, cet après-midi, j'ai bien remarqué que l'on proposait d'affecter aux travaux industriels et agricoles où ils pourraient être les plus utiles, les hommes qui ont été appelés au service sous le régime de la loi de mobilisation de nos ressources nationales. J'estime que nous devons utiliser nos ressources matérielles et humaines partout où nous en avons besoin pour gagner la guerre.

Naturellement, l'honorable député de Dufferin-Simcoe (M. Rowe) s'en est pris à notre groupe et nous a qualifiés de socialistes, enclins à fomentier la révolution, et le reste et le reste. Qu'on me permette de dire que notre pays n'a jamais été si près de la révolution que lorsque le parti tory était au pouvoir entre 1930 et 1935. Ils ont beau camoufler leur parti, c'est toujours le vieux parti tory avec un autre visage. Voilà la seule différence. Mes remarques de cet après-midi porteront donc sur le budget.

Comme d'autres budgets que nous avons eus, c'est un budget de guerre. La Chambre doit voir tout d'abord à ce qu'aucune considération d'ordre financier ne pose d'obstacle au mouvement des munitions et des approvisionnements vers les champs de bataille.